

**Mandat de négociation relatif à un accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et l'Equateur**

Monsieur le président,  
Madame la secrétaire générale,

Nous avons bien reçu votre courrier du 22 mai 2015 dont le contenu a retenu notre meilleure attention. Nous vous remercions de nous avoir associé à la procédure en lien avec le mandat de négociation relatif à un accord de libre-échange entre les états de l'AELE et L'Equateur.

Caractérisé par une économie fortement exportatrice, notre canton est particulièrement intéressé à ce que les conditions commerciales et d'échanges soient les plus favorables possibles. Nous soutenons toutes les initiatives visant à favoriser la compétitivité des produits et services suisses et à renforcer nos échanges avec le monde, qu'ils soient de nature économique ou sociale. Nous sommes dès lors très favorables à un renforcement des liens économiques entre la Suisse et l'Equateur et n'avons pas de remarques particulières à formuler concernant le contenu du mandat de négociation à proprement parler.

L'accord bilatéral, ainsi que les mesures incitatives qui y sont liées (suppression bilatérale des droits de douanes entre autres), devraient favoriser les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Equateur. Ils nous paraissent bénéfiques pour renforcer les liens de partenariat commercial.

Considérant que ces accords de libre échanges visent à une intensification des rapports commerciaux entre l'AELE et l'Equateur et, par voie de conséquence, à une croissance souhaitée de l'économie de l'Equateur, nous émettons le souhait, comme ceci est stipulé au point 3.7 de la prise de position de l'assemblée plénière, que cette croissance dans les échanges se fassent avec le souci de respecter les principes de développement durable. Nous sommes donc particulièrement attachés au fait que le SECO puisse veiller au respect de ces principes, dans un souci de cohérence avec notre politique économique et agricole mais aussi en lien avec une préoccupation environnementale globale.

En vous réitérant nos remerciements pour nous avoir associé à cette consultation, nous vous prions de croire, Monsieur le président, Madame la secrétaire générale, à l'assurance de notre très haute considération.

Neuchâtel, le 9 septembre 2015

Au nom du Conseil d'Etat:

*La présidente,*  
M. MAIRE-HEFTI

*La chancelière,*  
S. DESPLAND